



Lettre d'info – mars 2022



SOMMAIRE :

- Loi Chatel
- Prescription
- Formations
- Ouvrages ANCC

L'ANCCS à votre service :

Assistance comptable
110 €HT/ lot /an

Assistance en AG
(sous réserve de disponibilité et moyennant une participation financière)

Contrat de Syndic associatif ANCC
150 €HT/lot/an

Pour plus d'informations :
01 42 22 14 14

Limites de l'application du droit à résiliation de la loi Chatel

L'art L113-15-1 du code des assurances Version en vigueur depuis le 01 décembre 2020 Modifié par LOI n°2019-733 du 14 juillet 2019 - art. 1 prévoit que dans le cadre des contrats à tacite reconduction des particuliers personnes physiques tels que l'assurances, la téléphonie etc.

L'assureur a une obligation d'information préalable.

- la date limite d'exercice par l'assuré du droit à dénonciation du contrat doit être rappelée avec chaque avis d'échéance annuelle de prime ou de cotisation au plus tard 16 jours avant l'échéance,
- si l'avis d'échéance lui parvient moins de 15 jours avant l'échéance ou après l'échéance, il a 20 jours à compter de cette réception pour dénoncer le contrat
- si cette information ne lui est pas parvenue, l'assuré peut résilier à tout moment art L113-14 du code des assurances

Attention en cas de résiliation, le montant de la cotisation sera calculée au prorata du temps écoulé du nouveau contrat.

L'avis d'échéance envoyé en courrier simple peut est perdu par la poste, dans ce cas, le délai de renonciation court toujours. C'est pourquoi, il est préférable d'indiquer le délai de résiliation et la date d'échéance dans tous les courriers de relance.

Ces règles ne s'appliquent pas aux assurances sur la vie, ni aux assurances de groupe relevant de l'article L. 141-1 du code des assurances.

Prescription des factures d'eau et d'électricité de 2 ans

L'art 224.11 du code de la consommation, la consommation d'énergie ne peut plus être facturée au-delà de 14 mois, sauf s'il y a eu obstacle eu relevé ou si le consommateur n'a pas transmis son relevé.

En conséquence, en présence de compteurs à télé-relevé, le fournisseur faisant des facturations estimées, pourrait se voir opposé la prescription de 14 mois à sa réclamation.

Par ailleurs, au-delà de 2 ans un fournisseur ne peut plus exiger le paiement des factures, sauf demande d'échelonnement, procès ou médiation. Article L137-2 du code de la consommation.

Le délai de prescription de la redevance sur les ordures ménagères est de 4 ans *C.cass n°751 du 4 juillet 2019 n°19-13.494*

Liste des revues disponibles

N° revue	Thème du dossier principal	Adhérent	non adhérent
77	Les charges de copropriété : la modification de la répartition	5	8
78	Les charges de copropriété : le paiement des charges et les	5	8
79	L'électricité solaire	5	8
80	L'eau	5	8
81	Le Grenelle de l'environnement et les copropriétés	5	8
82	La gestion de la copropriété en Russie	5	8
83	L'assemblée générale : la convocation	5	8
84	L'assemblée générale : le déroulement	5	8
85	L'assemblée générale : la conclusion et les archives	5	8
86	- Le traitement des dégâts des eaux en copropriété	5	8
87	Le locataire dans la copropriété	5	8
88	La sécurité au quotidien	5	8
89	Les toitures terrasses	5	8
90	Le conseil syndical	5	8
91	Le développement durable dans la copropriété	5	8
92	Le financement des travaux	5	8
93	Troubles de voisinage	5	8
94	Le changement de syndic	5	8
95	Le règlement de copropriété	5	8
96	Le paiement des charges	5	8
97	La loi ALUR quels changement ?	5	8
98	Les ascenseurs	5	8
99	Les parties communes	5	8
100	La centième	5	8
101	L'accès aux parties privatives	5	8
102	Les ASL	5	8
103	Résoudre les conflits à l'amiable	5	8
104	La mise en concurrence des syndics	5	8
105	La mise en concurrence des marchés	5	8
106	Rénovation énergétique	5	8
107	La loi ALUR et ses décrets	5	8
108	Le compte séparé	5	8
109	Le dégâts des eaux	5	8
110	Le stationnement	5	8
111	Les impayés	5	8
112	La procédure d'alerte	5	8
113	L'administrateur provisoire	5	8
114	Réussir son assemblée générale	5	8
115	L'assurance	5	8
116	Les appels de charges	5	8
117	Le cahier des charges des ASL	5	8
118	La gestion des archives	5	8
119	Travaux quoi faire	5	8
120	Méthode reprise d'un syndicat	5	8

Formations de mars et avril 2022
De 14h à 18h
Sur inscriptions préalable par mail

Objet de la formation	Date	Lieu
Les fonctions du conseil syndical	Les lundis	Par visio-conférence
Le rôle du syndic bénévole	Les mardis	Par visio-conférence
Comment devenir syndic bénévole	Les mercredis	Par visio-conférence
Les assurances du syndic bénévoles	Les jeudis	Par visio-conférence
Le contrôle des comptes	Les vendredis	Par visio-conférence
Les inconvénients d'une assemblée mixte	Les samedis	Par visio-conférence

Prestations complémentaires de l'ANCC Services :

Comptabilité		Gestion de copropriété ou d'ASL	
Logiciel comptable nouvelle version	360 € HT		
Mise en place et formation sur le logiciel comptable ANCC	100 € HT/h	Gestion de la comptabilité (Selon disponibilité)	60 € HT /lot/an
Aide à la clôture des comptes	200 € HT	Contrat de syndic associatif (Compte séparé systématique et gratuit)	120 € HT/lot/an
Assistance chez le syndic	200 € HT	(Contrat négociable)	
Accès à nos prestations complémentaires(*)			
Etude de dossiers		Forfait 300 € HT Sur devis si sup. à 3	
Assistance aux assemblées générales, aux réunions du conseil syndical (selon disponibilité)		Forfait 360 € HT	
Administrateur provisoire ou mandataire ad hoc		200 € HT/heure	
Audit et mise à jour des statuts des associations syndicales libres (délai 1 mois mini.)		Forfait 200 € HT	
Récupération des statuts à partir d'un fichier pdf		Forfait 60 € HT	
Participation à des formations juridiques ⁽¹⁾ et comptables pour les non adhérents ⁽²⁾		35 € HT	
(*) sur RDV uniquement et suivant disponibilités, hors frais de déplacement - Devis et facturation sur demande au siège de l'Ancc			
à adresser exclusivement à : contact@ancc.fr ou par courrier au 5, rue Firmin Gémier, 75018 PARIS			
Virement sur le compte bancaire de l'ANCCS FR7610278060280002047050219 CMCIFR2A			